

independent review of performance;

— continued, and ever deeper, downsizing which necessitates a more imaginative approach to serving the public cost-effectively; the implications for the review professionals being a greater emphasis on their ability to not only provide feedback on performance, but to act as a catalyst in the development of innovative solutions to problems identified, in the facilitation of Knowledge transfer (e.g. best practices) and in the promotion of more entrepreneurial options to new program funding and delivery;

— Treasury Board has issued a new policy on Review, Internal Audit and Evaluation, which explicitly recognizes the role of program, policy and operations managers in review coverage of departmental programs, as well as that of review professionals (i.e. auditors and evaluators);

— Treasury Board has revised its planning and reporting régime. This includes replacement of the Multi-Year Operational Plan (MYOP) with a Business Plan and Outlook document, absorbing the content of the Annual Report into Part III of the Estimates and revision of the Estimates process itself; and

— the government has explicitly committed itself to more routine disclosure of review results to stakeholders and the public in general.

Overview of Changes

3. The Review Policy provides explicit recognition that: the review function consists of a continuum of related review activities, which includes those of program, policy and operations managers as well as those of review professionals (i.e. auditors and evaluators); that review coverage is the product of all levels and types of review, while recognizing the distinction between managerial reviews and independent reviews performed by review professionals; that the review function is strengthened by taking a more

a eu pour effet de conférer une nouvelle importance aux examens de rendement indépendants;

— la poursuite, et même l'intensification, de la réduction des effectifs oblige le personnel à déployer toute l'imagination requise pour assurer la rentabilité des services au public; de leur côté, les examinateurs professionnels voient leur rôle se transformer : ils ne peuvent plus se contenter d'analyser le rendement, ils doivent aussi encourager les employés à trouver des solutions novatrices aux problèmes circonscrits, favoriser le transfert d'expertise (ex., les meilleures pratiques) et promouvoir des solutions faisant davantage appel à l'esprit d'initiative pour le financement et l'exécution des programmes;

— le Conseil du Trésor a fait paraître une nouvelle politique d'examen, de vérification interne et d'évaluation; cette politique reconnaît explicitement le rôle des gestionnaires des programmes, des politiques et des opérations en ce qui a trait à l'examen des programmes du Ministère, ainsi que celui des examinateurs indépendants (c'est-à-dire les vérificateurs et les évaluateurs);

— le Conseil du Trésor a révisé son système de planification et d'établissement de rapports. Entre autres, le plan opérationnel annuel (POP) a été remplacé par un plan opérationnel accompagné d'un document sur les perspectives; le contenu du rapport annuel a été intégré à la Partie III du Budget des dépenses; et le processus de préparation du Budget des dépenses a lui-même été révisé;

— le gouvernement s'est pour sa part formellement engagé à dévoiler plus régulièrement les résultats des examens aux principaux intéressés ainsi qu'au grand public.

Aperçu des changements

3. La politique d'examen reconnaît explicitement : que la fonction d'examen regroupe l'ensemble des activités d'examen notamment celles exécutées par les gestionnaires des programmes, des politiques et des opérations ainsi que celles confiées aux examinateurs professionnels (c'est-à-dire les vérificateurs et les évaluateurs); que la fonction d'examen s'applique aux résultats de tous les niveaux et de tous les types d'examen, tout en établissant une distinction entre les examens réalisés par les